



Bientôt deux mois que le leader du MRC, Maurice Kamto est emprisonné à Kondengui. Alors que Yaoundé l'accuse des faits de droit commun dont « insurrection, rébellion » ou encore « hostilité contre la patrie », l'opposant décrie un procès politique et souhaite une rencontre avec le chef de l'Etat Paul Biya, selon l'un de ses avocats, le français Eric Dupont Moretti.

Une requête qui risque de ne jamais être satisfaite par le camp présidentiel. En effet, Après la sortie du ministre de la Communication et par ailleurs porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, c'est au tour d'un autre ministre de monter au créneau pour expliquer qu'il n'est point question de mettre le président Biya « sur un même pied d'égalité que monsieur Kamto » qui est « un citoyen comme tout le monde ».

Pour Grégoire Owona, l'avocat de Maurice Kamto est en train de faire une « véritable diversion ». « Au lieu d'aller défendre son client il crée de la diversion... Il faut que Maurice Kamto réponde de ses actes. Je crois que cet avocat doit arrêter de faire de la diversion », déclare le ministre camerounais du travail et de la sécurité sociale à Deutsche Welle, la radio internationale allemande.

Les « inquiétudes » de Washington

Dans des propos plus nuancés, Washington a réaffirmé lundi à Yaoundé ses “inquiétudes” suite à l’arrestation de l’opposant et de ses partisans et “encouragé” le Cameroun “à garantir le droit à une procédure juste, à manifester pacifiquement et à la liberté d’expression”, a écrit sur son compte Twitter le secrétaire d’État américain adjoint aux affaires africaines, Tibor Nagy, à l’issue de sa rencontre à Yaoundé avec le président Biya